

Chikh, Slimane, *L'Algérie en armes ou le temps des certitudes*, Paris, Economica, 1981, 512 p.

Khaled Bekhodja

Volume 14, Number 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701489ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701489ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bekhodja, K. (1983). Review of [Chikh, Slimane, *L'Algérie en armes ou le temps des certitudes*, Paris, Economica, 1981, 512 p.] *Études internationales*, 14(1), 191–194. <https://doi.org/10.7202/701489ar>

parus on notera, en plus des deux titres mentionnés plus haut, les contributions de P.M. de La Gorce (N° 10: *French and European Policy towards the Arab-Israeli Conflict*) et de M.H. Kerr (N° 14: *America's Middle East Policy: Kissinger, Carter and the Future*). Quoique mince en volume, la contribution de Subhi Kahhaleh, ancien ministre des gouvernements jordanien et Syrien, ancien haut fonctionnaire de la Ligue arabe pour les questions des eaux du Jourdain, est importante. Il expose avec compétence et sobriété l'implacable réalisation des ambitions israéliennes qui ne visent pas moins qu'à l'appropriation de près de la moitié des ressources du bassin du Jourdain (1 450 millions m³) dont le territoire israélien dans ses limites d'avant 1967 n'occupe pourtant que 25 % (p. 25). Sans indignation superflue, l'auteur fait bien comprendre ce qu'avait d'inadmissible aux yeux des Arabes un plan Johnston (1959) qui prévoyait de puiser de l'eau au profit d'Israël en plein territoire syrien (Hasbani) ou syro-jordanien (Yarmouk). De toute façon, Israël avait d'autres idées et tout d'abord celle d'irriguer le Néguev à partir d'eaux détournées du Jourdain, projet d'abord condamné (1953) puis toléré par les Américains et enfin réalisé. Le moindre intérêt de cette étude n'est pas de montrer combien les besoins hydrauliques d'Israël sont en soi belligères: dès 1951 les travaux effectués dans les zones démilitarisées israélo-syriennes furent considérés par l'ONU, Américains compris, comme une violation des accords d'armistice; le pompage des eaux du lac de Tibériade au profit du Néguev (1964) et les autres projets arabes de récupérer en amont de quelque 300 millions de m³ contribueront largement à un déclenchement de la guerre de 1967 et justifieront quinze ans plus tard l'annexion du Golan; l'auteur conclut enfin dans un dernier chapitre que les besoins hydrauliques d'Israël conduisent nécessairement ce dernier à exiger un partage forcé des eaux du Yarmouk avec la Jordanie, du Litani avec le futur État libanais, voire du Nil avec le partenaire de Camp David.

L'impérieuse nécessité d'accéder aux ressources arabes, telle est également la conclusion que Atif Kubursi tire de l'observation de la situation économique d'Israël dans « *The*

economic consequences of the Camp David agreements. Dans cet ouvrage au titre quelque peu circonstanciel l'auteur qui enseigne l'économie à l'Université McMaster (Hamilton) manie avec virtuosité des modèles les plus sophistiqués. Appliqués à l'analyse de l'économie israélienne (Chap. II et III), ils font apparaître des résultats peu encourageants si ce n'était les perspectives de « subjugation économique » accrues de la Cisjordanie et de Gaza ouvertes par les accords de Camp David (Chap IV) et, à plus long terme, à la faveur de la « normalisation » souhaitée par Jérusalem, le partage des ressources hydrauliques et de main-d'oeuvre non qualifiée de l'Égypte, (Chap V). Si tout continue d'aller aussi mal, ce processus s'étendra même au pillage des hydrocarbures et des réserves financières des autres pays arabes (Chap. VI), au prix du maintien de ceux-ci dans la sous-industrialisation comme l'indique sans ambiguïté le précédent des territoires occupés.

À la vérité, il ressort de la lecture des trois ouvrages recensés ci-dessus qu'aucune paix n'est possible, ni surtout souhaitable, avec Israël, tel qu'en lui-même il persévère, dans les conditions de Camp David. Malheureusement, ni l'ONU, ni MM. Kahhaleh et Kubursi ne proposent d'alternative crédible. C'est peut-être qu'il n'y en a pas.

Louis-Jean DUCLOS

*Fondation Nationale des Sciences Politiques,
Paris*

ALGÉRIE

CHIKH, Slimane, *l'Algérie en armes ou le temps des certitudes*, Paris, Economica, 1981, 512 p.

L'Algérie célèbre cette année le vingtième anniversaire d'une indépendance gagnée au prix d'une longue et impitoyable guerre qui mit fin à cent trente ans de domination française et forgea, dans la tourmente et les bouleversements du conflit, les bases de la nouvelle nation algérienne. Un grand nombre d'ouvra-

ges lui ont déjà été consacrés en raison du profond retentissement de l'événement dans l'opinion internationale; beaucoup d'entre eux, écrits à chaud pendant la guerre ou peu après, relèvent davantage du récit anecdotique volant à la surface des événements ou du plaidoyer *pro domo*, souvent aveuglé par les passions partisans, que de l'étude critique et sereine.

Le mérite du gros livre de Slimane Chikh est de vouloir éviter ce double écueil de l'histoire purement événementielle, du réquisitoire ou du panégyrique. Il s'agit, maintenant que les années ont permis, dans une certaine mesure, d'apaiser les passions, d'étudier la guerre d'indépendance algérienne en elle-même, dans sa logique interne et non dans le contexte de polémique ou de justification vis à vis de la puissance coloniale. Cet ouvrage est une version allégée d'une thèse de doctorat en sciences politiques; il est nourri par une abondante bibliographie et utilise des sources provenant essentiellement de documents officiels du FLN (proclamation du 1^{er} novembre 1954, plate-forme du congrès de la Soummam en 1956, programme du CNRA de Tripoli en 1962, nombreuses références au journal *El Moujahid*, témoignages recueillis par l'auteur lui-même auprès d'anciens responsables du FLN.) On ne peut évidemment manquer de s'interroger sur la valeur des documents de cette nature et de regretter que l'auteur ne les ait pas toujours soumis à une critique plus rigoureuse.

Le livre comporte cinq grandes divisions: dans un chapitre préliminaire on trouve un rappel des différentes formes et de l'évolution de la résistance algérienne contre la domination française; d'abord une résistance armée pendant le demi-siècle qui suivit la conquête, ponctuée par la guerre d'Abdelkader et la révolte des grandes tribus; la force française écrase les résistances et impose, dans tout le pays, un ordre colonial impitoyable qui, jusqu'à la Première Guerre mondiale, semble inexpugnable. Après 1918, on assiste à un réveil progressif des revendications algériennes, mais par la voie légale. Le développement des villes et de la population, l'influence des idées politiques et sociales de la métropole

incitent les Algériens à réclamer des réformes pour réduire les injustices du système colonial. Le mouvement de renaissance arabe en Orient nourrit le courant des Uléma qui milite pour la préservation de la personnalité arabomusulmane de l'Algérie, d'où l'émergence d'un nationalisme ethnique et culturel. La participation de nombreux Algériens à la guerre, aux côtés de la France, et la présence, en métropole, d'un nombre croissant de travailleurs émigrés, suscitent des revendications visant à réformer les abus; d'autres tendances, plus radicales, réclament un statut politique autonome dans un cadre fédéral. Tous ces mouvements, animés par des chefs comme Farhat Abbas et Messali Hadj, ont pris de l'ampleur après 1930 et à l'occasion de la Deuxième Guerre mondiale qui a révélé la fragilité de la puissance coloniale, considérée jusque-là comme invincible. Ils se sont cependant heurtés à l'intransigeance systématique de la minorité française rivée à ses privilèges. Ce blocage a conduit aux émeutes et à la répression sanglante de 1945: la voie réformiste et légaliste aboutissait à une impasse; même échec de l'ultime tentative du MTLD lui-même paralysé par ses dissensions internes. L'action devrait être entreprise en dehors de la voie légale et par des hommes nouveaux: ce fut la naissance du FLN, avec pour objectif l'indépendance totale de l'Algérie par la lutte armée. Les circonstances étaient favorables: accélération de la décolonisation, revers de la France en Indochine, crise aiguë en Tunisie et au Maroc, faiblesse des institutions de la IV^{ème} République; tout cela conduisit à l'insurrection armée du 1^{er} novembre d'où résulta l'indépendance.

Les années de la guerre sont divisées en deux périodes: de novembre 1954 à juillet 1957, le FLN, parti de presque rien, étend son action et son emprise sur toute l'Algérie, en dépit d'une répression féroce; il rallie peu à peu toutes les personnalités et toutes les tendances du nationalisme algérien, à l'exception du MNA de Messali, irréductiblement hostile, d'où les affrontements sanglants qui l'opposent au FLN. Cette période voit aussi la réunion du congrès de la Soummam où furent définis la doctrine, les objectifs du combat ainsi que les structures institutionnelles de la

révolution et l'organisation du territoire pendant la lutte. Le congrès proclama en outre la primauté des combattants de l'intérieur sur les délégués à l'extérieur, ce qui allait provoquer des graves tensions plus tard; il prônait aussi le principe de collégialité et dénonçait le culte de la personnalité pour ne pas tomber dans les errements de l'expérience messaliste; il décidait enfin de généraliser l'insurrection et de porter la bataille dans Alger, bastion du colonialisme; cette décision devait coûter de lourdes pertes, mais les rigueurs de la répression ont radicalisé la lutte, gagné de nouveaux adeptes et fermé la voie à tout compromis. Après 1957, le FLN, tirant la leçon de ses échecs sur le terrain face à un adversaire beaucoup plus puissant, décide de mettre l'accent sur le combat diplomatique en portant la question algérienne devant l'ONU et l'opinion internationale. L'internationalisation de la crise allait contribuer à la chute de la IV^{ème} République et au retour de de Gaulle au pouvoir; la France, dotée d'un nouveau régime et d'un chef prestigieux, accentua l'effort de guerre et infligea de lourdes pertes aux insurgés, mais peu à peu consciente que l'« Algérie de papa » était morte, imposa une politique évolutive qui devait aboutir à la négociation et à l'indépendance.

Après ce rappel de l'évolution historique, le livre comprend quatre chapitres traitant des caractères de la révolution. On trouve d'abord une analyse de la violence, celle du colonisateur et du colonisé. Le régime colonial est fondé sur la violence qui lui a permis de s'imposer en dépossédant les autochtones de leurs libertés, d'une grande partie de leurs terres et de leur identité culturelle. À cette violence du colonisateur, appuyée par la force des armes et sanctionnée par l'appareil administratif et légal qu'il contrôle, le colonisé ne peut répondre que par la contre-violence, toutes les autres formes de dialogue ayant échoué. Ce n'est qu'à ce prix qu'il peut s'affirmer et faire reconnaître ses droits; mais, contrairement à celle du colonisateur, sa violence n'est pas un combat d'arrière-garde pour sauver des privilèges injustes mais une entreprise visant à l'émancipation et au progrès. La violence du colonisé a aussi pour but de démasquer l'adversaire en l'engageant dans le

cercle vicieux de la répression dont la révolution tire elle-même sa propagande et sa force; elle a enfin pour objet de cimenter, par la terreur qu'elle inspire, l'unité nationale contre les manœuvres de l'occupant, en frappant les traîtres et les collaborateurs qui font le jeu de celui-ci.

La deuxième partie, parfois assez confuse, montre comment la révolution a forgé, autour du FLN, une certaine unité en estompant les particularismes qui avaient toujours divisé la société et le nationalisme algériens. Elle a suscité aussi une « réanimation nationale » par la récupération de la dimension arabo-islamique amoindrie par la colonisation. La profession de foi islamique n'est pas une démarche passéiste et intolérante mais un besoin d'affirmation de soi; quant à la langue arabe, qui a beaucoup souffert de la conquête française, sa renaissance répond aussi à une volonté d'identification culturelle et fut l'un des leviers du mouvement révolutionnaire.

La troisième partie étudie dans quelle mesure le FLN, porteur des aspirations profondes du peuple algérien, incarne une certaine légitimité nationale fondée sur un programme politique dont la définition demeure assez générale afin de préserver l'unité du mouvement: indépendance, destruction de l'ordre colonial, abolition de la grande propriété foncière et réforme agraire en faveur de la paysannerie, principale victime de la colonisation et force de frappe de la révolution, tels sont les thèmes essentiels auxquels s'ajoute la mise en place d'institutions pour gouverner pendant la guerre et préparer l'avènement du futur État algérien; là encore, l'unité du FLN n'était qu'apparente, puisqu'elle n'a pu empêcher les querelles personnelles et surtout les tensions entre combattants de l'intérieur et représentants de la direction extérieure, notamment lors de la constitution, en 1958, d'un GPRA siégeant à Tunis. Ces rivalités, plus ou moins contenues pendant la guerre, allaient éclater en 1962 et donner lieu à des affrontements dramatiques.

Le quatrième et dernier chapitre est consacré à l'action extérieure, pour trouver de l'aide financière, militaire et logistique auprès des pays arabes, notamment l'Égypte et la

Tunisie et solliciter des appuis à la cause algérienne devant l'ONU. Alors que l'insurrection intérieure, condamnée à la clandestinité et confrontée avec les forces considérables de la répression, subissait souvent des revers, l'action extérieure put se déployer librement et, bénéficiant d'une conjoncture internationale favorable, remédier aux échecs intérieurs et jouer un rôle décisif dans la victoire finale. En lutte contre l'impérialisme, le FLN évitait cependant l'alignement sur l'un ou l'autre des deux blocs, comme en témoignent les relations particulièrement chaleureuses avec la Yougoslavie de Tito; les rapports avec Moscou demeurent longtemps assez distants, le gouvernement soviétique voulant ménager la France en raison de sa politique vis à vis de l'OTAN. La Chine, dont les Algériens admiraient la révolution paysanne, apporta, en revanche, un soutien sans réserve et fut l'un des premiers États à reconnaître officiellement le GPRA. En Afrique, le FLN sollicite l'appui des nombreux nouveaux États; fort du prestige que lui confère sa longue lutte contre la France, il préconise de poursuivre la décolonisation et de promouvoir l'unité africaine. Vis à vis du monde arabe joue une solidarité naturelle, congénitale. La révolution a fait revivre l'appartenance de l'Algérie au monde arabe qui a toujours apporté un soutien sans défaillance; elle s'inscrit dans le vaste mouvement de réveil du nationalisme arabe, dont le FLN représente l'aile progressiste et révolutionnaire, allié privilégié de l'Égypte nassérienne et champion de la défense de la cause palestinienne. Cette solidarité s'est manifestée plus concrètement dans le cadre maghrébin; la Tunisie, siège du GPRA et base de l'ALN, fut directement mêlée au conflit, d'où les crises diverses qui en résultèrent, démontrant, comme devaient le faire encore plus durement les relations du futur État algérien avec le Maroc, que l'idéal d'unité politique maghrébine n'était pas encore réalisable.

Tel est le contenu essentiel d'un gros travail très documenté et foisonnant d'idées, parfois difficile à lire à cause de certaines maladresses dans la composition, où l'on relève de nombreuses répétitions; soulignons aussi l'existence de quelques fautes dans l'impression. Ceci dit, le livre de Slimane Chikh

est le fruit d'une puissante réflexion sur l'un des épisodes les plus dramatiques et les plus passionnants de l'histoire de la décolonisation.

Khaled BELKHODJA

*Département d'histoire
Université de Moncton*

UNION SOVIÉTIQUE

COHEN, Stephen F., RABINOWITCH, Alexander et SHARLET, Robert (Eds.). *The Soviet Union since Stalin*. Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1980, 352 p.

À l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la mort de Staline, l'Institut Russe et Est Européen de l'Université d'Indiana organisait une conférence sur le thème: « changement et continuité en URSS depuis Staline », rassemblant un certain nombre d'universitaires américains spécialistes de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

Les contributions s'inscrivaient dans quatre grands thèmes: la politique intérieure, l'économie, la société et la politique extérieure. Pour l'ensemble de ces thèmes, la question posée était de savoir dans quelle mesure le stalinisme est encore présent ou non dans ces grands domaines et quels ont été les effets de la destalinisation, d'abord sous Khrouchtchev, puis sous Brejnev.

Dans le domaine de la politique intérieure, la destalinisation a été effective au sommet de la hiérarchie politique – bien que quelque peu différente sous Khrouchtchev et Brejnev. Par contre, on peut constater une forte résistance au changement aux niveaux intermédiaires de la bureaucratie – de la technocratie – Pourtant d'autres manifestations extérieures se sont maintenues, bien qu'ayant une signification totalement différente hier et aujourd'hui, telle la nécessité de personnalisation du pouvoir. Si Khrouchtchev était plus près de Staline dans ce domaine, il est évident que la mise en avant de M. Brejnev ne saurait